

RÉFLEXIONS SUR LES FUTURES FRONTIÈRES ISRAÉLO-PALESTINIENNES : NON AU FÉTICHISME

Ilan Greilsammer

Lorsque j'ai lu en détail le « Pacte de Genève » rédigé il y a quelques années par des hommes de gauche et des modérés israéliens et palestiniens, j'ai découvert avec stupeur bien des articles de ce texte avec lesquels je n'étais pas du tout d'accord. Par exemple, au risque de choquer certains, je ne vois pas du tout pourquoi l'esplanade des Mosquées du Temple devrait être remise à la souveraineté exclusive de l'État palestinien, comme le dit le « Pacte ». Pourquoi en serait-il ainsi, alors que cet emplacement est saint pour les trois religions monothéistes, et en tout cas pour l'Islam et le Judaïsme ? L'argument que j'ai entendu, je crois de mon ami Avrom Burg qui avait activement participé à la négociation, était que, comme les Palestiniens renonçaient dans ce texte au droit au retour des réfugiés, il fallait leur donner l'esplanade en échange... Curieux raisonnement !

Mais s'il y a une chose qui m'a beaucoup plu dans le « Pacte », c'est bien l'abandon du « fétichisme des frontières » qui avait caractérisé jusque là toute discussion israélo-palestinienne.

Le « fétichisme » consiste à dire : il faut nécessairement que la frontière entre l'État d'Israël et le futur État de Palestine passe, au centimètre près, là où elle passait le 4 juin 1967, à la veille de la Guerre des Six-Jours. On sait que tel est toujours le maître mot du monde arabe comme condition d'une paix avec Israël et que c'est le point central de l'initiative saoudienne, reprise dans le plan de paix de la Ligue arabe : reconnaissance

d'Israël en échange d'un retrait absolu et total d'Israël sur la ligne exacte du 4 juin 1967. Une telle exigence était déjà celle de Sadate, dès Camp David et la négociation de la paix israélo-égyptienne, c'est encore l'exigence de la Syrie concernant tout le plateau du Golan jusqu'à la rive même du Lac de Tibériade où le président Bachir el Asad veut pouvoir pêcher, ou le prétexte avancé par le Hezbollah pour continuer la guerre avec un Israël qui, dit-il, ne veut pas « lâcher » les fermes de Shabaa. Mais c'est aussi l'approche de ceux qui en Israël aimeraient garder à tout prix des blocs de peuplement en Cisjordanie, sans avoir à concéder des échanges de territoires, sans avoir à donner à l'État de Palestine des terres équivalentes, qui seraient prises sur le territoire israélien.

Or, de façon rafraîchissante, le Pacte de Genève a rompu avec ce fétichisme des frontières, en acceptant de les redessiner et de les remodeler. Pourquoi est-ce nécessaire ?

Observons tout d'abord que les frontières d'Israël au 4 juin 1967 étaient, en tout et pour tout, les frontières de l'arrêt des combats à la fin de la Guerre d'Indépendance en 1949. Les accords d'armistice signés à Rhodes cette année-là sont des accords de cessez-le-feu qui entérinaient les positions des forces combattantes à la date de l'arrêt des hostilités. Dès la seconde qui a suivi ces accords, les lignes-frontières ont été contestées. En Israël même, n'oublions pas que la droite révisionniste du Hérouot, derrière Menachem Begin, continuait à s'opposer à la partition de la Palestine, avec

son slogan traditionnel « À nous les deux rives du Jourdain ! ». Au sein même du courant travailliste a toujours existé un mouvement à la fois socialiste et expansionniste, principalement représenté par l’Ahdout Haavoda de Tabenkin. Pour ce mouvement et son réseau de kibbutzim Heamehouhad, toute la terre d’Israël appartient en fait à l’État d’Israël. C’est cette approche atypique d’une partie du courant travailliste qui explique qu’après la Guerre des Six-Jours ses ministres aient, en fait, favorisé la création des colonies et se soient engagés aux côtés du Grand Israël. Rappelons que c’est le principal représentant de ce mouvement, Igal Allon, qui a permis au rabbin Levinger et à ses troupes de s’installer à l’hôtel Park de Hébron pour reconquérir le Quartier juif de cette ville cisjordanienne...

Même du côté des autres forces de la gauche israélienne, la pérennité des frontières de 1949 n’a jamais été claire. C’est très souvent que les dirigeants travaillistes, David Ben Gourion en tête, évoquaient le problème posé par le goulot d’étranglement de 15 kilomètres entre Netanya et la Cisjordanie. Ce goulot posait un grave problème, celui de l’éventualité d’une coupure de l’État d’Israël en deux lors d’un assaut arabe... C’était une situation largement considérée comme provisoire et anormale. Mais c’est surtout la division de Jérusalem et la perte du Quartier juif de la Vieille Ville et du Mur des lamentations que les Israéliens n’ont jamais « acceptées » entre 1948 et 1967. C’est ce qui explique la première décision, prise pratiquement sans aucune discussion dès la guerre des Six Jours : l’annexion et la réunification de Jérusalem qui, seules, disait-on permettraient de garantir éternellement aux Juifs et autres religions l’accès à leurs Lieux Saints. Tout

au long de la période 1949-1967, dans des discussions secrètes, deux zones étaient déjà définies comme très problématiques pour la sécurité d’Israël, des zones qu’il serait bon, le jour venu, de contrôler. C’est d’abord le plateau du Golan, d’où les unités syriennes ne cessaient de tirer sur des localités situées le long du Lac, et dont les positions menaçaient clairement la plaine israélienne. Bien avant le conflit de 1967, les stratégies et spécialistes de la sécurité israélienne considéraient que, tôt ou tard, il faudrait bien occuper ce territoire ou même l’annexer. Par ailleurs, dès la prise de pouvoir par les « Officiers libres » en Égypte et la montée de Gamal Abdel Nasser, les raids des fedayins à partir de la bande de Gaza se sont intensifiés, situation dangereuse qui a en fait mené à la Campagne de Suez en 1956 et déjà, là encore, nombre de hauts gradés et d’hommes politiques israéliens considéraient qu’il faudrait bien un jour « entrer » dans Gaza et contrôler ce territoire.

Au total, les frontières de l’armistice ont été acceptées en Israël en 1949, mais je pense qu’on peut dire qu’elles n’ont jamais été considérées comme « sacrées » et qu’il était évident que des « frontières sûres et reconnues » nécessiteraient sans doute, à l’occasion, des corrections majeures. D’autant que, pour qui veut bien regarder la carte de près, un grand nombre d’absurdités ont résulté de cette ligne d’arrêt des combats : en particulier la coupure de villages arabes en deux parties, dont l’une se trouvait en Israël et l’autre en Jordanie. Tel est le cas, par exemple de Baka el Garbiya (en territoire israélien) et Baka el Sharkiya (en territoire jordanien), ou encore de Beit Safafa, dans la banlieue de Jérusalem, dont la moitié des familles était en Israël et l’autre moitié en Jordanie...

Du côté arabe, les choses étaient encore plus simples, puisque le monde arabe, dans son ensemble, n'avait pas reconnu l'État d'Israël et ne voyait pas dans les lignes d'armistice des frontières avec un État. Les Arabes ne voyaient dans ces lignes qu'une situation éminemment provisoire. Pour le moment, les armées arabes battues par l'armée juive devaient reconstituer leurs forces et prendre l'avantage militaire sur Israël pour, le jour venu, écraser l'entité sioniste. Cette non-reconnaissance des lignes de cessez-le-feu comme des frontières a été une position constante du monde arabe durant trente ans. Le premier changement de position a été bien sûr celui effectué par le président Anouar el Sadate en 1977, puisque le traité de paix israélo-égyptien qui a suivi le voyage historique à Jérusalem et Camp David a reconnu Israël dans ses frontières de 1949. On sait que cette reconnaissance sera suivie par celle de l'OLP en 1993, dans le cadre des accords d'Oslo, puis par celle de la Jordanie avec le traité de paix de 1994, suivie enfin par la Ligue arabe à la suite de l'initiative saoudienne. Ce qui importe d'être souligné c'est donc que l'attitude arabe à l'égard des frontières s'est totalement modifiée avec « l'acceptation » du fait israélien. Le pays arabe sans doute le plus « inconstant » à cet égard est la Jordanie. En 1948 le roi Abdallah s'est emparé d'une grande partie du territoire réservé à l'État palestinien par la résolution de l'assemblée générale de l'ONU en 1947, avant que le roi Hussein « rétrocède » les droits sur la Cisjordanie à l'OLP...

Tout ceci mène à la conclusion suivante concernant les frontières.

Il est clair que la seule solution juste et raisonnable du conflit israélo-palestinien réside dans la coexistence l'un à côté de l'autre d'un

État d'Israël et d'un État de Palestine, celui-ci étant évidemment instauré à l'emplacement des territoires occupés par Israël lors de la Guerre des Six-Jours. Mais les frontières entre les deux États devront être discutées, négociées et entérinées par les deux parties dans le futur accord de paix, et il est évident que la Communauté internationale, le monde arabe et le monde juif devront accepter et reconnaître ces frontières comme définitives. Il est radicalement impossible que ces négociations se fondent sur un fétichisme des lignes de 1967. En effet, quarante années ont passé depuis le conflit de 1967 et l'occupation des territoires par Israël. Au cours de ces longues années, de très nombreuses colonies israéliennes ont été créées dans les territoires occupés les unes pour des raisons religieuses-messianiques, les autres pour des raisons stratégiques. Il ne sert à rien de rechercher les responsabilités quant à cet état de fait qui existe sur le terrain. Il est certain que les différents gouvernements israéliens qui se sont succédé sous Levi Eshkol, Golda Méir, Itzhak Rabin, Menachem Begin, Shimon Peres, Itzhak Shamir, Binyamin Netanyahu, Ehud Barak, Ariel Sharon et Ehud Olmert ont commis une très lourde faute, une très lourde erreur, lorsqu'ils ont laissé s'implanter de telles colonies ou même initié et encouragé de telles implantations. Les gouvernements israéliens, là-dessus, peuvent avec raison être considérés comme veules, mous, inconséquents, imprudents, sans perspective, stupides, etc. Comment et par quelle folie des hommes aussi brillants et intelligents qu'Itzhak Rabin, par exemple, ont-ils pu imaginer que cette situation pourrait perdurer et que le monde entier, qui refusait cette occupation faite en temps de décolonisation, pourrait un jour l'accepter ? Dans un article publié dans

la revue *Diasporas* il y a quelques années j'ai tenté d'expliquer les raisons pour lesquelles la population israélienne, au lieu de prendre conscience de cette folie et de se révolter en stoppant l'entreprise de colonisation, avait, au contraire, accepté avec bienveillance la multiplication des implantations dans les territoires. Pour moi, une telle bienveillance provenait du souvenir des premiers pionniers, purs et désintéressés, qui avaient défriché un pays vierge et aride. Nostalgiques de cette pureté et de cette simplicité, les Israéliens engagés dans un capitalisme effréné et une américanisation exagérée se rappelaient avec émotion les pionniers qui avaient bâti cet État avec leurs mains, et « assimilaient » en quelque sorte les colons à ces premiers défricheurs...

Mais attention ! Les Israéliens ne sont pas les seuls coupables. Le monde arabe, qui a continué après sa défaite de 1967 à préconiser la destruction d'Israël (les trois Non de Khartoum) porte lui aussi une très lourde responsabilité. Beaucoup d'Israéliens se sont dit que, de toute façon, puisque les Arabes continuaient à refuser totalement et absolument Israël dans ses frontières de 1967 comme dans celles du plan de partage de 1947 ou celles de l'armistice de 1949, puisque de toute façon Israël était rejeté par ses voisins, pourquoi ne pas s'étendre, s'implanter et annexer ? De toute manière, se disaient-ils, Israël sera condamné...

Le résultat est là : un grand nombre de colonies juives de toutes tailles dans les territoires occupés, que le gouvernement israélien, qui le voudrait à présent, n'arrive pas à stopper, à restreindre ou au moins enlever, pour les plus illégales. D'un autre côté, il faut le dire clairement : il est impensable que ces colonies juives d'inspiration foncièrement

anti-arabe restent comme des épines plantées en plein cœur de l'État de Palestine ! Alors ?

Alors il faut être réaliste : il est impossible, je dis bien impossible, de supprimer, de déraciner et d'enlever de la carte les villes (car ce sont de véritables villes) juives qui se trouvent en territoire palestinien aux confins d'Israël : Ariel et Maalei Adoumim. Celui qui préconise leur suppression n'a pas les pieds sur terre, jamais aucun gouvernement israélien, même s'il en avait envie (et aucun grand parti israélien ne le préconise) n'y arriverait ! Il suffit de voir avec quelle extraordinaire difficulté le gouvernement a essayé de s'attaquer à quelques avant-postes illégaux, avec quelle violence les colons ont réagi contre l'armée, et finalement l'échec à les déloger. Alors, déraciner une ville ? Il faudrait pour cela un gouvernement totalitaire... De même, il est impensable aujourd'hui que le Bloc Etzion, juif avant 1948 et reconstruit par les fils de ceux qui en avaient été chassés, soit évacué à nouveau.

Les autres colonies, petites et moyennes, seront vraisemblablement supprimées et leurs habitants rapatriés car c'est une nécessité même si je ne vois absolument pas comment, en pratique, Tsahal arrivera à le faire, même avec la mobilisation générale de toutes ses forces. Il faut toujours se rappeler que l'expérience réussie de l'évacuation des colonies de Gaza n'a été possible que par suite d'une coïncidence unique en son genre : un leader charismatique décidé et sans aucun scrupule à la tête d'Israël, le soutien massif de la population au désengagement, une mobilisation exceptionnelle de l'armée et des forces de sécurité et surtout le choix des colons (qu'ils regrettent aujourd'hui amèrement) de ne pas user de la violence pour éviter leur éviction.

De toute façon, la frontière d'Israël avec la Cisjordanie ne pourra pas être celle du 4 juin 1967. Je pense qu'Ariel, Maalei Adoumim et le Bloc Etzion seront raccordés à Israël, et peut-être quelques colonies en bordure d'Israël qui formeront ces fameux petits blocs d'implantations. Ceci dit, il est évident qu'Israël devra remettre à l'État de Palestine, en contrepartie, des territoires équivalents qui se trouvent aujourd'hui à l'intérieur d'Israël, que ce soit en bordure de la Cisjordanie ou de la bande de Gaza. Si un tel « échange » de territoires se réalise, forcément assez loin du tracé de la frontière de 1967, je ne vois pas qui pourrait s'en plaindre.

En ce qui concerne la frontière israélo-palestinienne à Jérusalem, je pense qu'il faut le répéter avec force. D'un côté il faut annuler l'annexion absurde et injuste de la partie Est de la ville par Israël en 1967, de l'autre il ne faut à aucun prix que la ville soit à nouveau coupée en deux et que sa partie juive et sa partie arabe soient séparées par des fils de fer barbelés. D'ailleurs, où ces barbelés et ces postes frontières, ces clôtures et ces miradors seraient-ils positionnés ? Au milieu des rues du souk de la Vieille Ville ? Non ! la seule solution est que cette ville reste ouverte, entièrement libre de circulation et ouverte, sans barrières et postes de douanes... Certains quartiers seront rattachés à Israël, les autres à l'État de Palestine. Le rattachement pourra aussi se faire à titre individuel. En tout état de cause, il ne faut

pas qu'une frontière matérielle divise à nouveau cette ville dans laquelle, bon gré mal gré, durant quarante ans, les uns ont appris, plus ou moins, à vivre avec les autres.

Reste le problème de la souveraineté sur le quadrilatère sacré des Mosquées du Temple. À ce sujet toutes les solutions sont mauvaises sauf une. Car la souveraineté israélienne sur la mosquée El Aksa, troisième lieu saint de l'islam, serait insupportable aux musulmans du monde entier et perpétuerait un conflit éternel. La souveraineté arabe n'est pas non plus acceptable d'un point de vue juif, d'autant que l'expérience montre comment, durant des années, les Arabes ont empêché l'accès des Juifs à l'emplacement du Mur et du Temple. La solution de la co-souveraineté serait séduisante mais elle ouvrirait en fait la voie à des disputes sans fin entre Juifs et musulmans, qui risqueraient de dégénérer très rapidement.

Reste une seule solution, par laquelle je terminerai ici. Il faut que cet espace sacré pour les juifs et les musulmans reste un espace « sans souveraineté ». Il n'y a certes qu'un seul exemple sur terre d'un tel régime qui interdit la prise de souveraineté par un État : c'est le cas de l'Antarctique. Alors, je sais bien, le climat n'est pas du tout le même, mais je pense que c'est la seule solution, non étatique, non souverainiste, non frontalière qui pourrait, peut-être, un jour, clore définitivement le conflit sur Jérusalem.